

# « Rien à gagner à entretenir un climat de haine »

**Saint-Brevin-les-Pins.** À l'appel du Collectif des Brevinois atterrés, 400 personnes se sont rassemblées, hier, pour dire oui à l'accueil de migrants dans la commune et non à l'exclusion.

Marc Bernardeau, Yannick Josselin et Joëlle Godon ont créé le Collectif des Brevinois atterrés qui compte, actuellement, une centaine d'adhérents. Ils appelaient, samedi matin, à un rassemblement « pour un accueil des migrants et pour la commune qui n'a rien à gagner à entretenir un climat de haine ». Selon les organisateurs, plus de 400 personnes se sont réunies sur la place du Marché. Une place que la municipalité n'avait pas jugé bonne, malgré la demande du Collectif, d'interdire au stationnement et d'y délimiter un périmètre pour accueillir le rassemblement.

« Qu'est-ce qu'ils fuient : la guerre, la faim, la torture ? Peu importe, pour venir chez nous, ils ont dû affronter la cupidité des passeurs, les mers, le froid, la rue », explique Monique Rabin, députée qui n'a pas souhaité prendre publiquement la parole. Lors d'un passage à Calais, elle « a eu mal de ces souffrances si visibles et si honteuses ». Au côté de Jean-Philippe Reverdy, conseiller municipal d'opposition, elle souligne que l'Europe préfère la libre circulation des biens et des capitaux à celle des personnes étrangères.

Si elle parle « avec son cœur », elle fustige aussi le maire de la commune « qui attend, ne sait pas, ne dit rien », ajoutant : « La république crève du manque de courage qui laisse la so-



*La Cimade, Icare, la Ligue des droits de l'Homme... Beaucoup d'associations étaient représentées, auprès des jeunes Brevinois venus montrer leur solidarité.*

ciété française s'enfoncer dans des idées d'exclusion. »

Un habitant de Saint-Brevin confirme que la ville est capable de multiplier, en été, sa population par quatre, mais a peur de cinquante personnes venues se réfugier là, pendant



quelques mois.

Henri Castel, président de la Ligue des droits de l'Homme de Saint-Nazaire, regrette que les représentants de l'État ne soient plus en phase avec les élus locaux : « Il y a quelques années, le sous-préfet aurait pris le

bac pour discuter avec le maire de la commune. »

En fin de manifestation, un lâcher de ballons blancs fut à l'image de ce rassemblement dans un ciel devenu bleu.